

Ici et ailleurs

• Tabagisme

Bone-Bone, Champion

Niché dans les montagnes du centre de l'Indonésie, Bone-Bone ressemble aux autres petits villages de l'archipel avec maisons et mosquées, à une exception près : fumer y est interdit partout au nom de la lutte anti-tabac, dans un pays qui compte parmi les plus gros fumeurs du monde. "Merci de ne pas fumer, dites non à la cigarette", avertit un panneau à l'entrée du hameau sur l'île des Célèbes (Sulawesi), devenu le premier village d'Indonésie à imposer une interdiction totale de consommer du tabac.

• Catastrophe naturelle

Le Japon commémore le 11 mars 2011



Photo : AFP

LE Japon a rendu hommage vendredi aux victimes du séisme et du tsunami survenus le 11 mars 2011 dans le nord-est de l'archipel, catastrophe naturelle amplifiée par un accident nucléaire dont le pays ne s'est pas remis. Un grand nombre de policiers et pompiers continuaient en ce jour anniversaire, comme bien souvent, à ratisser la plage à la recherche d'ossements afin que les familles de personnes disparues puissent enfin faire leur deuil. Une minute de silence a été observée à 14H46 (05H46 GMT) dans tout le pays, au moment précis où, il y a cinq ans, un vendredi aussi, se produisait au large de l'île principale de Honshu un séisme de magnitude 9 qui secoua une très grande partie du pays.

• Archéologie

Sept tonnes de matériels pour la sauvegarde d'un patrimoine

Sept tonnes de matériels ont été remis lundi aux professionnels chargés de l'archéologie, du patrimoine et des musées de Syrie afin de sauvegarder le patrimoine du pays, a-t-on appris hier auprès du Centre archéologique européen de Bibracte, coordonnateur du projet. De nombreux sites archéologiques ayant été ravagés et pillés depuis le début du conflit en 2011, l'Unesco et des professionnels français et suisses de l'archéologie et du patrimoine se sont associés à l'été 2015 "pour recenser les besoins précis" des responsables sur place tentant de sauvegarder le patrimoine, a indiqué le centre archéologique situé dans l'est de la France.

PMM, AJT & MAM

Libreville/Gabon

Les kiosques installés à l'extérieur de Géant Casino sont menacés de destruction. Ce qui explique le mouvement d'humeur observé vendredi matin par les propriétaires de ces boxes commerciales, qui ne comprennent pas les motivations des autorités municipales et des responsables du magasin, à fermer leurs échoppes.

LES commerçants, propriétaires des kiosques installés le long de la façade du centre commercial Géant Casino Mbolo ont manifesté vendredi matin. Ils exprimaient leur mécontentement suite à la décision de la fermeture de leurs commerces. Selon les manifes-



Photo : SNN

Il a fallu attendre jusqu'à 1 h, hier vendredi, pour que "Mbolo" ouvre ses portes.

tants, cette menace planait sur eux depuis quelques années, en dépit des taxes qu'ils versent régulièrement à la mairie de Libreville et à Mbolo. Que s'est-il alors passé? Il ressort que dans la soirée de jeudi, des engins ont débarqué sur le site, afin de casser leurs boxes. Pour les protéger, ces commerçants ont donc

squatté la devanture du magasin toute la nuit du jeudi. Ce n'est que dans la matinée du vendredi que les huissiers de justice leur ont donné quelques explications sur la question. « Nous sommes installés ici depuis des années. Nous payons bien nos taxes. Nous gardons notre environnement de travail

propre. Pourtant, nous sommes menacés de déguerpissement. Hier dans la soirée, des engins étaient prêts à casser les kiosques. Ils ne l'ont pas fait certainement parce que nous nous sommes interposés. Depuis des heures, les agents de sécurité nous refusent l'accès à nos commerces. Nous ne maîtrisons pas les raisons qui motivent les autorités à fermer nos commerces. Nous avons un dossier au tribunal. Nous sommes en instance d'audience depuis le mois de juin. Nous nous sommes, par ailleurs, rapprochés du procureur qui a donné l'ordre de ne rien casser tant que les autorités judiciaires n'ont pas tranché l'affaire », a fait savoir un certain Touré, représentant des vendeurs. N'ayant pu rencontrer les responsables du magasin, fermé à notre passage, certaines sources proches du dossier nous ont exposé les points à

l'origine du désaccord entre ces commerçants, la municipalité et les responsables de Mbolo. Il en ressort que les produits vendus par Mbolo le seraient également à l'extérieur par ces commerçants, mais à moindre coût. Ce qui serait interprété par le supermarché comme une mauvaise concurrence. Il y a également les taxes fixées aux propriétaires des kiosques à l'extérieur et ceux à l'intérieur du Géant Casino, qui ne seraient pas identiques au niveau des coûts. Ce qui crée des frustrations. Quoiqu'il en soit, des questions restent en suspens. Que reproche-t-on à ces commerçants? Pourquoi les avoir autorisés de s'installer, et leur demander de déguerpir plus tard? Les autorités ont-elles prévu un espace devant les accueillant une fois déguerpis de Mbolo?

Éducation

L'enseignement de l'anglais enfin lancé dans le cycle primaire

LLIM (notes de E.N.D)

Libreville/Gabon

Cet ambitieux programme éducatif élargi au pré-primaire et au primaire, une décision du chef de l'État en 2014, vient d'être lancé par le ministre de l'Éducation nationale, Florentin Moussavou, au centre pilote de l'école publique de Mont-Bouët I.

L'ENSEIGNEMENT de l'anglais dès le pré-primaire et le primaire décidé par le président de la République Ali Bongo Ondimba, en 2014, est en phase de sa concrétisation. La première étape de cet ambitieux projet éducatif concerne la formation d'une pre-



Photo : DR

Le ministre Florentin Moussavou (micro) procédant au lancement de l'enseignement de l'anglais au pré-primaire et au primaire à Mont-Bouët I.

mière vague de 105 instituteurs issus d'une trentaine d'écoles publiques des communes de Libreville, Owendo, Akanda et Ntoundou. Ils suivront leur formation en anglais et en technologies de l'information et de la communication (TIC) dans les neuf cen-

tres pilotes à savoir, les écoles publiques des Charbonnages, de Gros-Bouquet I et II, de Nzeng-Ayong II, de Malibé, d'Owendo et le Complexe Elizabeth Nzamba. Face aux enseignants en formation, le directeur général de l'Enseignement scolaire normal,

Jean Eyene Bekale, a indiqué que ce programme, qui va s'étendre aux bassins pédagogiques de l'intérieur du pays, vise à introduire et vulgariser la pratique de l'anglais dans les classes pré-primaire et primaire, mais aussi à amener les enfants à s'approprier les TIC par l'apprentissage. Lancement officiellement le programme, le ministre de l'Éducation nationale et de l'Enseignement technique a reconnu que « cette formation est une amorce positive pour lutter contre les retards observés dans la mise en œuvre des réformes initiées au lendemain des états généraux de l'éducation, de la recherche et de l'adéquation formation - emploi tenus en mai 2010 ». Florentin Moussavou a ajouté: « en choisissant de faire du Gabon à terme, un pays bilingue, le président de la République tient

à ce que les offres de formation, les curricula, les infrastructures et les équipements d'enseignement et de formation soient à la hauteur des ambitions pour l'éducation ». Après avoir invité les enseignants bénéficiaires et les formateurs (encadreurs pédagogiques des départements d'anglais à l'Inspection générale des services et à l'Institut pédagogique national) à « un grand sens de responsabilité et au dépassement perpétuel de la performance actuelle », le ministre Moussavou a visité la salle multimédia équipée d'une trentaine de postes informatiques, qui vont être interconnectés grâce à l'autre projet innovant qu'est le système X-Gest récemment lancé. Le ministre a inauguré un cours d'anglais dans une classe de 5e année.

Éducation/ Caravane culturelle de l'Association "Mon livre, mon droit" Pour promouvoir la culture du livre

AJT

Libreville/Gabon

DANS l'optique de promouvoir la culture gabonaise et le goût de la lecture chez les plus jeunes, l'association "Mon livre, mon droit", en partenariat avec la fédération Léo Lagrange Gabon, l'Union des écrivains gabonais (Udeg) et les Éditions Ntsame ont lancé à travers les établissements scolaires de Libreville, une caravane culturelle, dénommée "Les ateliers culturels de la petite enfance" (ACPE).

Il s'agit d'une série d'activités éducatives et ludiques (lecture, contes, théâtre, vente de livres pour les jeunes) qui visent, entre autres, à susciter l'éveil chez les jeunes apprenants, promouvoir la culture du livre et des langues locales. "Le but de ces ateliers est non seulement de construire une jeunesse qui connaît et qui aime son identité culturelle, mais aussi une jeunesse épanouie qui trouvera son bonheur dans les livres", a indiqué Pulchérie Abeme Nkoghe Jambome, présidente de l'asso-



Photo : AJT

Atelier de contes.

ciation "Mon livre, mon droit". En effet, avec l'avènement du numérique et notamment internet et la télévision, les jeunes tendent à perdre la culture du livre. Rencontrer un jeune avec un bouquin (lecture ou recherche) qui ne soit pas recommandé par l'enseignant devient presque impossible. Aussi, pour permettre aux jeunes de conserver sa culture, de manière sa langue maternelle, et continuer avec la culture du livre, il est nécessaire de l'en initier dès le bas âge. " Dans les ateliers de

lecture par exemple, les contes sont lus non seulement en français, mais aussi dans les différentes langues locales, afin que, une fois, rentrés chez eux, les enfants interrogent les parents sur les mots, les expressions, le nom de son village, etc. C'est donc autant de choses qui vont permettre à ces enfants de se rapprocher de leur culture et des livres", renseigne pour sa part, le secrétaire général de la fédération Léo Lagrange Gabon, Brice Mayor Obiang. Un mois durant, les caravaniers

des ACPE vont sillonner les différents établissements de la capitale, dont l'école pilote

sino-gabonaise a constitué, mercredi dernier, la première étape.



LYBEK 2016